



Communiqué de presse

Comment analyser le domaine maritime

Le développement de l'économie bleue passe par le contrôle des crimes et des incidents en mer. Pour y répondre, le projet européen CRIMARIO plaide en faveur de la coopération régionale et de la coordination inter-administrations, comme en témoigne cette nouvelle session de formation de deux semaines consacrée à la formation d'analystes de données maritimes (4-14 mars, Reflecs3). A l'issue de ce cycle de formation, 14 participants de Maurice et des Seychelles ont reçu leur certificat d'analyste dans le domaine maritime.

Le projet européen CRIMARIO a conçu un programme complet de formation en analyse de données maritimes à l'intention du personnel spécialisé d'administrations civiles et militaires participant à l'action de l'État en mer. Un premier cycle a été organisé en 2017 aux Comores et à Madagascar et en 2018 au Kenya. Il se décline en six sessions sur la visualisation des données et trois sur l'analyse des données. À l'issue de ce cycle, les nouveaux formateurs en visualisation et les analystes ont acquis des compétences, qui leur permettent d'assurer la mise à jour des connaissances et des pratiques.

Maurice et les Seychelles ont achevé le programme d'analyse des données maritimes. Les sessions précédentes avaient eu lieu en 2018 (mai, juin et octobre 2018). Les 14 participants ayant passé avec succès les tests des sessions précédentes ont assisté à la quatrième et dernière session. Ils ont abordé le processus d'alerte, le renseignement maritime et les défis stratégiques spécifiques à l'océan Indien; ils ont également approfondi leurs connaissances du droit de la mer, des installations pétrolières et gazières en mer et ont fait des exercices de simulation.

Aujourd'hui, ils sont certifiés «**analystes du domaine maritime**» après avoir développé leurs compétences en formation et approfondi leurs connaissances des problématiques du domaine maritime.

Les participants seychellois appartiennent au : CRCO, Garde-côtes, Police (services narcotique, et financier), DRDM. **Les participants de Maurice** travaillent dans la police mauricienne (garde-côtes).

Dans les mois à venir, **la coopération maritime** sera renforcée grâce à l'utilisation et au transfert de propriété de **IORIS**, la plate-forme web pour le partage d'informations maritimes et la gestion des incidents en mer. Le président de la COI, SE Vincent Mériton, vice-président des Seychelles, a récemment confirmé que le Conseil des ministres de la COI avait validé le transfert de propriété d'IORIS à la COI. En collaboration avec le personnel du CRCO, CRIMARIO va continuer d'accompagner les équipes nationales et régionales dans l'utilisation de IORIS et collaborer sur une base régionale avec la COI et le programme MASE afin de garantir une gouvernance et une administration claires et solides de cet outil.



En savoir plus sur CRIMARIO

Pour faire face aux défis de la sécurité maritime dans l'Océan indien, l'Union européenne soutient un mécanisme régional, **le Code de conduite de Djibouti** - conclu en 2009 entre les 21 pays côtiers de l'ouest de l'Océan indien et amendé en janvier 2017 à Djeddah - et a lancé le **programme Routes maritimes critiques** ainsi que **l'opération EU-NAVFOR-Atalanta**.

Au sein de ce programme, le projet CRIMARIO vise à renforcer la sûreté et la sécurité maritime dans l'ensemble de l'Océan indien en appuyant les pays côtiers dans le développement de la **connaissance de la situation maritime**. Cette connaissance résulte du partage et de la fusion de données provenant de diverses sources, afin de mieux connaître ce qui passe en mer. En retour, une connaissance exhaustive et constante de la situation maritime donne la capacité aux divers intervenants d'améliorer la sûreté, la sécurité et de protéger l'environnement maritime et marin.

Pour ce faire, CRIMARIO propose aux partenaires régionaux plusieurs initiatives dont la création d'une **plateforme de partage d'information et de gestion d'incident (IORIS)**, la création d'un réseau national AIS, des formations et du renforcement de capacité, des ateliers valorisant la coopération inter-administration et régionale ainsi qu'une aide à la conception d'un ensemble de politiques de partage d'information.

Le projet, géré par **Expertise France**, se déroule de janvier 2015 à décembre 2019 soutenu par un budget de 5,5 millions d'euros.

Aux **Seychelles**, CRIMARIO travaille étroitement avec **Reflecs3**, le point focal national du projet ainsi qu'avec le CRCO (Centre régional de coordination des opérations). Un programme de formation a été défini, centré sur l'analyse de données, la formation de formateurs et la maîtrise de IORIS ; IORIS équipe le CRCO.

S'informer sur CRIMARIO et IORIS

Contacts : Amiral Cloup-Mandavialle, coordonnateur du projet : fr.cloup-mandavialle@crimario.eu

David Natrass, IORIS project manager: dave.natrass@crimario.eu

Contact général : info@crimario.eu

Twitter : [@EUCrimario](https://twitter.com/EUCrimario) / LinkedIn: [EU Crimario](https://www.linkedin.com/company/eu-crimario/)

Web: <http://www.crimario.eu/>

Lire l'article: <https://www.crimario.eu/2018/09/12/succes-de-linauguration-de-ioris-aux-seychelles/>

Cliquer sur le lien pour visualiser [la vidéo IORIS en ligne sur Youtube](#)

CRCO & CRFIM

Initiés par **MASE** (Maritime security programme, financé par l'UE), et mis en œuvre par la COI (Commission de l'Océan Indien), **deux centres régionaux** ont été créés pour promouvoir la connaissance de la situation maritime dans les 9 pays côtiers de l'AfOA-OI (Afrique orientale et australe-Océan indien); leur création a été confirmée par la **Déclaration de Djibouti sur la sécurité et la sûreté maritime**, signée le 15 mai 2016 par les ministres de la région AfOA-OI. Le CRCO (Centre régional de coordination des opérations) est hébergé par les Seychelles et le CRFIM (Centre régional de fusion d'information maritime) par Madagascar. Les analystes du CRFIM ont pour mission d'analyser les comportements suspects de navigation, puis d'alerter le CRCO et les décideurs politiques de la région. L'intervention en mer sera coordonnée par le CRCO établi aux Seychelles ; dans les deux centres, travailleront des officiers de liaison détachés des pays de l'AfOA-OI.

Le programme MASE, financé par l'Union européenne, est coordonné par l'IGAD en association avec l'EAC, la COMESA et la COI (Commission de l'Océan Indien).

Contact Reflecs3 : josephbibi@ymail.com

Contact RCOC: depdirector@rcocseychelles.org

Twitter: [@RCOC_Center](https://twitter.com/RCOC_Center)